

## 2022: un passeport de vaccination. L'UE garde le silence sur les documents suspects



[Source anglaise: Strategic Culture Foundation]

[Auteur:] Daniele Pozzati

[Photo :] © Photo: REUTERS/POOL New

Surprise, surprise, la Commission européenne (CE) avait une «Feuille de route sur la vaccination» prête des mois avant le déclenchement de la pandémie de COVID-19.

La feuille de route devrait conduire à une «proposition de la Commission pour une carte ou un passeport de vaccination commun à tous les citoyens de l'UE d'ici 2022».

Après une dernière mise à jour au cours du troisième trimestre 2019, le document de 10 pages a été suivi, le 12 septembre, d'un «sommet mondial sur la vaccination» organisé conjointement par la CE et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Sous l'en-tête «Dix actions vers la vaccination pour tous – Chacun devrait pouvoir bénéficier du pouvoir de la vaccination», le manifeste du sommet déplore que :

*«Malgré la disponibilité de vaccins sûrs et efficaces, le manque d'accès, les pénuries de vaccins, la désinformation, la complaisance envers les risques de maladie, la diminution de la confiance du public dans la valeur des vaccins et les désinvestissements nuisent aux taux de vaccination dans le monde entier.»*

Et avec eux, sans doute, les bénéficiaires des sociétés pharmaceutiques.

En juillet 2017, par exemple, l'Italie a rendu 12 vaccinations obligatoires pour les enfants. Par la suite, les prix de ces mêmes vaccins ont augmenté de 62 %, passant d'un prix moyen par dose de 14,02 € à 22,74 €.

Le marché mondial de la vaccination représente actuellement 27 milliards USD par an. Selon les estimations de l'OMS, il atteindra 100 milliards USD d'ici 2025.

Étant donné que le sommet mondial de la vaccination CE-OMS a également discuté d'un programme de vaccination renouvelé pour 2030, les actionnaires des grandes sociétés pharmaceutiques n'ont pas à s'inquiéter pour la performance à long terme de leurs actions.

Il ne faut vraiment pas «nuire aux taux de vaccination dans le monde».

Le manifeste du sommet mondial de la vaccination énumère ensuite 10 «leçons (...) et actions nécessaires pour la vaccination pour tous».

Chaque «leçon» est un joyau de ce que le philosophe néo-marxiste italien Diego Fusaro appelle «le capitalisme thérapeutique».

Le texte est impératif et ne laisse aucune place à la nuance ni au débat. Des adjectifs et adverbes tels que «tous» «tout le monde» «incontestablement» abondent. Les déclarations au mode conditionnel sont absentes.

Plus qu'un plan d'action prudent, d'inspiration scientifique et ouvert au doute, le ton – «pour protéger tout le monde partout», «pour ne laisser personne derrière» – est inadéquatement messianique.

Qu'en est-il de ceux qui ne veulent pas être «protégés» de cette façon? Rien qu'en Allemagne, environ 10% de la population totale, soit 8 millions de personnes, est fortement opposée à la vaccination contre le coronavirus.

Mais regardons ce que nous pouvons apprendre, pour ainsi dire, de ces «leçons».

La leçon 1 commence par : «Promouvoir le leadership politique mondial et l'engagement envers la vaccination» – c'est ce à quoi nous assistons actuellement, les gouvernements du monde entier suggérant que les masques et la distanciation sociale resteront en place jusqu'à ce qu'un vaccin contre Coronavirus-Sars2 soit trouvé.

Et qu'en est-il des politiciens qui sont contre les vaccinations ?

Est-ce que leurs électeurs seront informés, comme le commissaire au budget de l'UE Gunther Oettinger l'a fait de manière (tristement) notoire avec les électeurs italiens de la Ligue en 2018, que « les marchés leur apprendront à voter pour la bonne affaire » ?

Une nouvelle pandémie éclatera-t-elle pour apprendre aux gens à voter pour de la bonne façon ?

La leçon 4, «S'attaquer aux causes profondes de l'hésitation face au vaccin,

accroître la confiance dans la vaccination», ressemble au plan d'une grande campagne de propagande, qui prévoit – nous lisons sur la feuille de route de l'UE sur les vaccinations – le «développement de modules de formation en ligne» qui ciblent les médecins généralistes et les prestataires de soins de santé primaires et se sont concentrés sur l'amélioration des compétences pour répondre aux populations hésitantes et promouvoir le changement de comportement».

La leçon 5, «Exploitez le pouvoir des technologies numériques, afin de renforcer le suivi de la performance des programmes de vaccination», soulève, en temps de traçage des applications et des bracelets électroniques, des inquiétudes légitimes quant à l'empiètement de la technologie dans nos vies – et nos corps .

De quelles technologies numériques parlons-nous ? Peut-être une puce sous-cutanée, comme celle récemment brevetée avec le numéro à consonance satanique 060606 par la Fondation Bill et Melinda Gates ?

La leçon 9 est, pour le journaliste non ordinaire, et pour la liberté d'expression en général, la plus menaçante [le texte en gras est le mien] :

«Permettre aux professionnels de la santé à tous les niveaux ainsi qu'aux médias, de fournir au public des informations efficaces, transparentes et objectives pour lutter contre les informations fausses et trompeuses, notamment en y faisant participer les plateformes de médias sociaux et les entreprises technologiques.»

Et voilà : la lutte contre les soi-disant Fake News [Fausses nouvelles] est de retour. Davantage de travail pour les «vérificateurs de faits» autoproclamés de Facebook.

« Fake News » désigne bien sûr, en novlangue [langage orwellien], toute information non alignée, quels que soient son contenu, ses origines et sa vérifiabilité.

En effet, le manifeste mondial sur la vaccination ne donne aucune définition des «informations objectives» ou des «informations fausses et trompeuses».

Si les vaccins sont aussi sûrs que l'UE et l'OMS le prétendent sans fournir de preuves, pourquoi le gouvernement américain a-t-il créé, déjà dans les années 80, un organisme appelé National Vaccine Injury Compensation Program (VICP) [Programme national d'indemnisation des victimes de vaccins] ?

Pour fournir, nous lisons sur le site officiel du VICP, « une alternative imparable au système juridique traditionnel pour résoudre le cas des pétitions contre les effets nocifs des vaccins. »

Avec beaucoup de succès, il semblerait.

Entre le 10/01/1988 (lorsque le VICP a commencé à octroyer une indemnisation pour dommages) et le 06/01/2020 (dernières données disponibles), le VICP a accordé un total de 4 385 672 580,43 USD en réparations.

Ce chiffre exclut l'indemnisation résultant d'une action en justice effective, notamment des actions collectives, contre Big Pharma.

Mais, comme l'explique le documentariste italien Massimo Mazzucco, les autorités américaines ne se sont pas arrêtées là pour protéger Big Pharma d'une action en justice.

En 2010, une décision historique de la Cour suprême des États-Unis a cité le titre 42 du code américain ainsi :

*«La loi élimine la responsabilité du fabricant pour les effets secondaires inévitables et indésirables des vaccins».*

La même décision précise :

*«Aucun fabricant de vaccins ne sera tenu responsable dans une action civile [intentée] contre les dommages résultant de préjudices liés à un vaccin ou les décès associés à l'administration d'un vaccin après le 1er octobre 1988...*

*... Si la blessure ou la mort résulte d'effets secondaires inévitables même si le vaccin a été correctement préparé et accompagné de directives et d'avertissements appropriés»*

1988 a bien sûr été l'année où le Programme national d'indemnisation des victimes des vaccins a commencé à octroyer des compensations aux victimes de dommages dus aux vaccins – ce qui a permis d'éviter des maux de tête juridiques à Big Pharma.

Comme le souligne la biologiste des systèmes, le Dr Shiva Ayyadurai, l'impossibilité de poursuivre les sociétés pharmaceutiques pour des vaccins, combinée à la baisse des bénéfices de la vente de médicaments, a transformé les vaccins en un nouveau modèle commercial pour Big Pharma.

Et maintenant, l'UE et l'OMS financée par Bill Gates l'acceptent.

« Le gouvernement de l'État moderne », écrivait Karl Marx dans son Manifeste du parti communiste, « n'est qu'un comité de gestion des affaires communes de toute la bourgeoisie ».

Si Marx était vivant aujourd'hui, il aurait pu conclure que la gouvernance par une organisation internationale n'est qu'un comité pour gérer les

affaires communes des élites mondiales.